

Entretien avec Alberto Pizango

Sophie Baillon* a rencontré le 25 janvier dernier à Managua Alberto Pizango, leader de l'AIDSESEP, l'organisation des Indiens d'Amazonie péruvienne, en exil depuis le mois de juin 2009 au Nicaragua. Suite à une mobilisation massive des Indiens d'Amazonie péruvienne contre une série de décrets ouvrant leurs territoires aux compagnies étrangères, les Indiens érigèrent le 9 avril 2009 des barrages sur les routes, les fleuves et les installations pétrolières au nord-est du Pérou. Le 5 juin, l'intervention des forces militaires et policières qui tentèrent de briser les manifestations près de Bagua, une ville située à 700 km au nord de Lima, provoqua de violents affrontements qui firent 34 morts et plus de deux-cents blessés (voir *Nouvelles 72*, juillet 2009). Alberto Pizango, alors à Lima, fut accusé des délits de rébellion, apologie de meurtre, sédition et conspiration et un mandat d'arrêt fut lancé contre lui. Il se réfugia à l'ambassade du Nicaragua et fut accueilli dans ce pays en tant que réfugié politique. Son mandat d'arrêt ayant récemment été converti en ordre de comparution, son retour au Pérou devrait être imminent.

* Sophie Baillon est chargée de communication à Survival International (France).

1. La Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail, adoptée en 1989, établit des normes relatives aux droits des peuples indigènes et tribaux.

Que s'est-il passé le 5 juin 2009? Quelles sont les causes de cette mobilisation qui a conduit à votre exil au Nicaragua?

Lors d'un congrès national, les Indiens péruviens décidèrent de se soulever pour protester contre les multiples abus dont ils sont encore victimes au Pérou. Pour ne prendre qu'un seul exemple, le gouvernement ne respecte absolument pas la Convention 169¹ qu'il a pourtant ratifiée il y a plus de 15 ans. C'est pourquoi nous avons initié un mouvement pacifique de protestation le 9 août 2008 pour faire respecter nos droits légitimes.

Nous n'en pouvions plus de l'intolérance du gouvernement, des gouvernements qui se sont succédé, qui entrent et se servent. C'est comme si quelqu'un pénètre dans ta maison et qu'il te prend toutes tes affaires. La goutte d'eau a été la promulgation des décrets ouvrant l'Amazonie aux compagnies étrangères. Les Indiens se sont mobilisés pour dire « Ça suffit ». Nous avons manifesté jusqu'au 20 août. Ce jour-là, deux décrets législatifs ont été abrogés tout en maintenant la commission parlementaire multipartite chargée d'évaluer les autres décrets législatifs tout aussi intolérables pour l'Amazonie et les peuples indigènes.

Au mois de décembre suivant, ils donnèrent les résultats de la commission parlementaire concluant que les décrets devaient être abrogés et pour ce faire, qu'il fallait les soumettre à une assemblée plénière. Je crois sincèrement que s'ils avaient abrogé ces décrets, rien de tout cela ne serait arrivé. C'est lamentable et je le regrette car personne ne souhaitait la

violence, encore moins les peuples indigènes. Ce à quoi nous aspirons c'est à la paix, à l'harmonie, au droit à la vie, parce que c'est de nous dont il s'agit. Sans être égoïstes, nous voulons libérer nos territoires, ici aussi bien que dans d'autres parties du monde. Les peuples indigènes ne luttent pas seulement pour leur bien-être personnel mais également pour la survie du monde. Nous savons bien ce que signifie le réchauffement climatique. Notre vision du monde va bien au-delà. Nos aînés nous disent : « Attention, des choses horribles vont se passer. Aujourd'hui, il faut que vous vous fassiez entendre ». Lors du 21^{ème} congrès de l'AIDSESEP qui a eu lieu en décembre 2008, les Indiens ont déploré que le gouvernement continue à faire la sourde oreille. Les concessions pétrolières s'étendent de plus en plus au cœur des territoires indigènes où vivent également des Indiens isolés. Mais qui isole l'autre? Moi je dis que ce sont nos frères, qu'ils sont des gens autonomes qui jouissent de leur libre-arbitre et qui grâce à Dieu, ne connaissent pas cet asservissement à la société « civilisée ».

Vous voulez dire qu'il y a de plus en plus de concessions?

Effectivement! Et pas seulement depuis 2008. Cela remonte aux années 1990, 1980, 1970. Et nous avons prévenu le gouvernement. Lorsqu'il a abrogé les deux décrets, nous avons rencontré le président du Parlement et lui avons dit : « Regardez, monsieur le président, voici le rapport de la commission parlementaire recommandant noir sur blanc l'abro-

gation des décrets ». Mais c'est par volonté politique qu'ils ne le font pas.

Puis en avril une deuxième mobilisation pacifique s'organise?

Comme le gouvernement manquait à son devoir, tant les autorités législatives que le pouvoir exécutif, nous les Indiens, étions prêts à nous mobiliser à nouveau. D'accord, ai-je dit, manifestons, puisque je suis le représentant que vous avez élu. Je serai votre porte-parole et je ne vous trahirai pas. Le mandat que vous m'avez donné est un honneur et je m'y tiendrai.

Nous avons donc commencé à nous mobiliser le 9 avril. Nous avons dit au gouvernement : « Vous avez violé la Constitution et la Convention 169. Vos décrets sont anticonstitutionnels ». Le tribunal constitutionnel a statué. De nombreuses institutions nous ont donné raison. Le gouvernement et sa politique discriminatoire croit encore que les peuples sont manipulables, que nous ne réfléchissons pas et que nous, qui vivons en harmonie avec la nature, qui prenons soin du poumon du monde, ne sommes pas doués de raison.

Il n'a pas voulu nous entendre. J'étais le porte-parole de cette mobilisation des peuples indigènes : « Regardez, tous les peuples réunis ici. Vous ne pouvez pas dire qu'il en manque. Ils sont tous là. Ils se sont tous unis : des représentants de la société civile, des citoyens qui ont autant de droits que n'importe qui, se sont unis dans la lutte des Indiens pour sauver l'Amazonie qui est en train d'être mise à sac ». Ils n'en pouvaient plus, c'est pourquoi ils se sont mobilisés. Ainsi, ce jour tragique du 5 juin, ce qui n'aurait jamais dû arriver arriva, parce que, je le répète, c'est l'attitude du gouvernement, qui en envoyant les forces de répression, a provoqué le massacre. Et ce massacre restera dans l'histoire des peuples, qui demandaient seulement à ce que l'on respecte leur droit à la vie. Et malheureusement 34 péruviens sont morts. Ce sont les chiffres officiels. A titre personnel, on me



Le leader de l'AIDSESEP, Alberto Pizango, à Managua, 25 janvier 2010 © Sophie Baillon/Survival

condamne pour des faits que je n'ai pas commis.

Où étiez-vous lors des événements de Bagua?

Je n'étais pas à Bagua lors des événements et je n'ai pas mené la mobilisation. Je n'ai fait que répondre aux demandes des Indiens qui voulaient que ces décrets soient abrogés. C'est pourquoi lorsque le Premier ministre Simon nous a proposé de dialoguer, j'ai répondu le 15 mai que j'étais d'accord pour m'asseoir à la table des négociations, non pas pour discuter des décrets mais pour les abroger. Nous aussi, comme tous les êtres humains, nous aspirons au progrès, mais pas à celui qui détruit nos vies. Il fallait réagir. J'ai donc

proposé d'user de notre droit à l'insurrection, parce qu'il s'agissait d'un droit constitutionnel. Mais cette proposition a mal été interprétée par les autorités. Par « insurrection » nous les Indiens entendions mobilisation contre l'empiètement de nos territoires. Cette mobilisation n'était animée d'aucune volonté belliqueuse, elle ne visait qu'à montrer notre opposition à ces décrets hors-la-loi, en contradiction avec la Convention 169. C'est pour cela que j'ai été personnellement mis en cause.

Et que s'est-il passé pour vous après Bagua, dans les jours qui suivirent, et comment avez-vous décidé de vous réfugier à l'ambassade du Nicaragua?

Le 4 juin, lorsque les députés apristes [parti majoritaire] ont commencé à débattre au Parlement et ont finalement refusé l'abrogation du décret 1090, les Indiens ont dit : « Ils ne veulent pas nous entendre mais nous allons résister. Nous manifestons depuis 55 jours. Maintenant nous allons nous battre, c'est ce qu'ils veulent ». Si le gouvernement avait accepté de nous entendre comme des « rationnels » [les Blancs] et d'abroger les décrets, nous n'en serions pas arrivés là.

Donc ce jour-là, j'avais reçu l'appel de nos frères qui me demandaient « que faisons-nous? » Je leur ai répondu qu'il fallait nous retirer, que nous ne pouvions pas nous battre, que nous allions nous entre-tuer. Parce que si nous le faisons, nous

matin, ce fut horrible. Je m'apprêtais à me rendre à mon bureau de Lima : « Ils sont en train de nous tirer dessus. Le gouvernement a déclenché le massacre, écoute ». Je pouvais entendre les tirs à travers le téléphone. Je décidais d'organiser une conférence de presse, le massacre avait eu lieu, il y avait déjà beaucoup de blessés. A 7 heures, c'était déjà terminé. La conférence de presse a eu lieu à 9h. J'ai dit que le gouvernement était en train de massacrer les Indiens et que n'étant pas à Bagua, je regrettais d'être accusé d'avoir été l'instigateur de ce massacre, de l'avoir commandé ou encore d'autres calomnies. Quand je suis sorti de la conférence, on m'a annoncé qu'un mandat d'arrêt avait été émis contre moi. Que faire? Cela ne

nulle part où aller sauf chez moi. Et je n'ai rien planifié de ce qui s'est passé. Je n'ai rien mis en œuvre pour me retrouver ici au Nicaragua.

Pourquoi ce pays plutôt qu'un autre?

En réalité je m'apprêtais à retourner en Amazonie. Parce que là bas, j'aurais été protégé, je serais entré en territoire indigène. En cours de route on m'a prévenu que la police était sur mes traces, qu'ils étaient sur le point de me capturer. J'ai dû retourner à Lima, je suis passé à mon bureau et je me suis demandé « Que faire? S'ils doivent me capturer, qu'ils le fassent ». C'est ce que je me suis dit, je ne voulais pas fuir. Mais des proches compagnons m'ont dit : « Tu ne peux pas faire ça. S'ils t'attrapent, ils vont te tuer. C'est tout ce qu'ils savent faire. On va se cacher, il faut trouver ». Nous sommes sortis, ils m'ont accompagné dans une maison, je ne sais toujours pas chez qui j'étais. Le dimanche, soit deux jours après, ils m'ont dit : « On va te transférer dans un endroit plus sûr, car ici toute la zone est encerclée ». Ce n'était pas 10 personnes qu'ils avaient mis à mes trousses mais 1200 policiers, comme si j'étais le pire des délinquants. Tout cela pour avoir demandé la liberté de mon peuple. Le lundi, je me suis réveillé dans une autre maison. Les journaux en parlaient, un ministre a déclaré que nous étions des délinquants, il a dit des choses horribles sur nous. On m'a mis dans une voiture, je ne savais même pas qui étaient ceux qui m'accompagnaient, amis, ennemis? Mais je n'avais pas le choix.

Ils m'ont amené dans un garage, c'est tout ce que je sais, je serais incapable de dire où il se trouvait. Un autre homme est venu, il m'a demandé : « Tu es Pizango? » Et il s'est mis à pleurer. Il m'a dit, et c'est ce qui m'a le plus touché : « Mon frère, je crois en vous. Vous vous battez tous pour une cause juste et noble. Je vais te sortir de là. Je le fais parce que tu es innocent ». Je me demandais ce qui se passait. J'étais resté deux jours sans manger, je n'avais pas bu une goutte d'eau de toute la journée et je commençais à m'inquiéter. Je lui ai dit que je voulais sortir de là. « Non, si tu sors tu te rends et tu ne peux pas faire cela, tu n'as rien fait de

mal ». Et là j'ai compris à quel point notre vision du monde était différente. Chez nous, celui qui commet une erreur ne peut pas s'enfuir, il doit se rendre. Si tu commets un délit, personne ne viendra te sauver.

Il me quitte en me disant qu'il reviendra à 10h pour m'accompagner dans un endroit plus sûr. A 10h, personne, à 11h non plus. J'entendais les sirènes des voitures de police. Un chauffeur est arrivé et m'a demandé qui j'étais puis il m'a emmené dans sa voiture. C'est là que j'ai commencé à paniquer. Je ne savais plus quoi faire, caché au fond de la voiture, je ne pouvais rien voir, de peur qu'on ne me repère. J'entendais le chauffeur parler avec quelqu'un au téléphone : « J'arrive dans cinq minutes, prépare à manger ». Rien de plus. Nous sommes arrivés à un endroit où une autre voiture attendait. Une femme m'a dit de monter. Je suis monté et j'ai demandé : « Alors je suis libre? » « Oui tu es libre, il n'y a plus de problème. » Je ne savais rien de plus. Nous nous sommes arrêtés devant un bâtiment dans lequel on m'a fait entrer. Une fois à l'intérieur la femme m'a dit : « Bienvenue en territoire nicaraguayen, vous êtes ici en sécurité ». Nous étions à l'ambassade. Je n'avais rien demandé, je n'ai jamais demandé à m'exiler.

Et depuis que vous êtes arrivé au Nicaragua, suivez-vous de près ce qui se passe au Pérou?

Heureusement. Daisy Zapata [présidente intérimaire de l'AIDSESEP] et mes autres collaborateurs ont repris les rênes pour que le mouvement ne retombe pas. Nous avons plusieurs projets en cours et ils ne doivent pas s'arrêter. Je suis en contact régulier avec eux. Ce que je sais c'est que le gouvernement continue à rejeter la culpabilité sur les Indiens et les décrets ont seulement été suspendus. Le gouvernement veut toujours les mettre en application.

L'Amazonie vous manque-t-elle?

Je le dis en toute sincérité c'est ce qui me manque le plus. Je ne supporte plus d'être ici. Si j'avais commis un délit, si j'avais été à l'initiative de tout ceci, je ne serais

pas ici. Je ne suis pas un lâche, nous les Indiens ne cachons pas nos faits et gestes. Si nous commettons un délit, nous l'assumons. Cette situation juridique est une persécution politique! Car rien de tout cela n'est légal. Jusqu'à maintenant, malgré toutes les diffamations, le gouvernement n'a trouvé aucun argument juridique à mon encontre pour me poursuivre. Mon avocat a plaidé et a insisté sur le fait que je n'étais pas à Bagua le 5 juin, que j'étais à Lima. J'étais en pleine conférence de presse, comment aurais-je fait pour être à Bagua? Mais la police a affirmé m'avoir vu!

“Le gouvernement doit changer son attitude de revanche, de haine. La haine ne conduit qu'à la violence.”

Et ici, vous sentez-vous en sécurité?

Ce que je veux, c'est ma liberté. Ici, je ne trouve pas la paix. Comme on dit : « Sors de chez toi et tu verras ce qui se passe ». C'est valable pour quelqu'un qui est libre, pour moi, c'est différent. Je suis hors de chez moi, hors de mon pays, hors de l'Amazonie, mais si on est poursuivi, on ne trouve pas la paix. Je ne suis pas heureux ici, je ne suis pas tranquille. Je veux rentrer chez moi. Mes compagnons Servando et Saúl – qui se sont également réfugiés au Nicaragua un mois après moi – ont reçu un ordre de comparution. On leur a changé leur mandat d'arrêt contre un ordre de comparution. Et pourquoi n'ont-ils pas fait de même avec moi? Cette situation équivaut à une persécution politique. Mais j'ai bon espoir que la situation évolue favorablement pour moi dans les prochaines semaines.

Avez-vous un message à adresser à l'opinion publique?

Depuis sept mois que je suis ici, j'ai eu le temps de réfléchir. En premier lieu, que nous sommes tous des êtres humains, qu'il n'y a qu'une seule espèce humaine et qu'il n'existe aucune race. Cette espèce humaine doit maintenant s'unir. S'unir pour reve-

nir à la vision du « bien vivre ». Parions sur un projet de solidarité si nous voulons continuer à vivre sur cette terre, sur cette planète. Je parle en tant qu'Indien et ce que je vois c'est que très bientôt tout ceci va s'effondrer si nous ne cessons pas d'être égoïstes. Nous devons nous défaire de nos vaines convoitises, de nos idées d'un pouvoir qui ne fait qu'opprimer. Si nous y parvenons, nous avons encore de bonnes années devant nous pour respirer.

C'est quand nous voulons nous approprier des biens de la planète que tout s'effondre. Et c'est pour cela que je veux dire au monde entier, aux sages, aux intellectuels, aux politiques, qu'ils ne peuvent plus rester à se taire, qu'ils doivent faire sortir la vérité. Ils doivent dénoncer que notre planète est à bout, qu'elle n'a plus de patience. Ils doivent crier haut et fort que nous sommes fatigués de tolérer tous vos caprices, et que maintenant nous allons agir.

Une fois rentré au Pérou, la première chose que je vais faire, c'est d'aller en Amazonie et parler aux sages là-bas. Car ils m'attendent. Je ne peux plus vivre à Lima, mais lorsque mon peuple m'a donné ce mandat, j'y suis allé et j'ai trouvé un grand chaos, et les sages me disaient à ce moment : « Vas-y et porte notre voix. Ce qu'ils ne disent pas, tu dois le faire connaître. Fais connaître et reviens ». Je crois avoir rempli ma mission, et c'est pour cela que je vous remercie de faire en sorte que cette voix soit portée au monde entier. Je remercie également tous ceux qui m'ont dit d'être courageux. J'ai accompli tout ceci et maintenant je vais retourner en Amazonie pour retrouver les miens et suivre cette vision indienne du « bien vivre », mais qui devrait aussi être celle de tous les êtres humains.

Je souhaite que le gouvernement péruvien soit plus humble. Il doit changer son attitude de revanche, de haine. Je crois que nous, les êtres humains, ne pouvons pas nous haïr. La haine ne conduit qu'à la violence, comme ce qui s'est passé le 5 juin dernier. J'espère que notre gouvernement comprendra que nous n'aspérons qu'à la paix et à la liberté, et cela n'a pas de prix. ■



Bagua, 5 juin 2009. Les manifestants indiens sont confrontés aux forces policières. ©Thomas Quiryren.

donnerions l'occasion au gouvernement d'exercer une répression contre nous. Je leur ai dit qu'il fallait nous retirer, revenir dans nos villages tout en continuant notre lutte pacifique. « Nous te répondrons dans deux heures », m'ont-ils dit. A 4 heures de l'après midi, ils m'appelèrent : « D'accord, nous nous retirons. Nous allons nous réunir pour rencontrer les policiers et leur annoncer que nous nous retirerons demain à 9h ». J'ai gardé trace de cet accord. « Très bien mes amis, retirons-nous. C'est la meilleure décision à prendre ». Et depuis je souffre, jusqu'à maintenant, je souffre.

Aussi quand ils m'appelèrent à 6h du

m'était jamais arrivé, je ne m'y attendais pas. Nous nous sommes rendus au siège de l'AIDSESEP où nous attendaient beaucoup de gens, la presse entre autres. C'est à ce moment-là que nous leur avons annoncé qu'il y avait eu 20 morts et de nombreux blessés bien sûr. A midi on m'a annoncé que dans deux heures on allait venir m'arrêter et me jeter en prison en tant qu'instigateur.

Et qu'avez-vous décidé alors?

Je me suis assis et j'ai réfléchi. Ma première idée fut de partir en Amazonie pour me réfugier auprès de mes frères, parce que j'étais préoccupé et que je n'avais